

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 9 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/12/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SAARTSTAHL ASCOVAL

Aciérie
Zone industrielle n 4 - rue du Galibot - BP 10
59880 ST SAULVE

Références : V2.2023.017
Code AIOT : 0007002398

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/12/2022 dans l'établissement SAARSATHL ASCOVAL implanté Zone industrielle BP 10 59880 ST SAULVE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluri-annuel de contrôle de la DREAL.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAARSATHL ASCOVAL
- Zone industrielle BP 10 59880 ST SAULVE
- Code AIOT : 0007002398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'aciérie de Saint-Saulve se présente comme un outil industriel moderne et de haute technologie. Le site a bénéficié d'investissements de plus de 150 M€ au cours de la dernière décennie (en particulier, nouvelle coulée continue et nouveau four électrique).

La programmation des outils est très flexible rendant les délais de production très courts (entre 1 jour et 1 semaine).

L'usine produit plusieurs diamètres, compris entre 180 mm et 325 mm, en aciers carbone et alliés.

L'usine réalise également des produits forgés de diamètre compris entre 140 et 220 mm.
L'usine bénéficie des certifications suivantes : ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18001, ISO 50001, IBR (Indian Boiler Regulation), TÜV PED97/23/CE+AD2000.
Le site emploie environ 300 personnes.

Le site est autorisé par arrêté préfectoral du 22/10/2013 et arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016 pour les rubriques principales 2545, 2551, 2560, 2713, 2910, 2921 et 3220 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le thème de visite retenu concerne le respect des valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Valeurs limites des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 3.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rejets atmosphériques connaissent des dépassements réguliers des valeurs limites d'émission. Ces dépassements se sont intensifiés en fin d'année 2022 en raison d'un entretien insuffisant des installations de traitement des effluents gazeux.

Ces dépassements et le défaut d'entretien des installations de traitement font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/02/2016, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets air des circuits primaire et secondaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] I. Valeurs limites de concentration Les rejets faisant l'objet de la présente section respectent les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none"> à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; à une teneur en O2 précisée dans le tableau ci-dessous.. Pour les poussières et les métaux, les valeurs intègrent les formes particulières et gazeuses.

Concentrations maximales	Circuit primaire		Circuit secondaire		Répartiteur / Oxycoupage	Circuit additions minérales
	VLE	Document BREF I&S MTD n° (VLE associée)(1)	VLE	Document BREF I&S MTD n° (VLE associée)(1)	VLE	VLE
%O ₂	21		21		21	21
Poussières (en mg/Nm ³)	5	88 (5 mg/Nm ³)	4	88 (5 mg/Nm ³)	2	5
SO ₂ (en mg/Nm ³)	20		20		5	-
NO _x (en équivalent NO ₂) (en mg/Nm ³)	50		20		10	-
CO (en mg/Nm ³)	100		50		10	-
HCl (en mg/Nm ³)	2		1		1	-
COVNM (COV non méthaniques) (en mg/Nm ³)	5		2		5	-
Groupe 1 (Cd+Hg+Tl) (en mg/Nm ³)	0,02	88 (0,05 mg/Nm ³)	0,005	88 (0,05 mg/Nm ³)	0,005	-
Groupe 2 (As+Se+Te) (en mg/Nm ³)	0,02		0,006		0,006	-
Groupe 3 (Pb) (en mg/Nm ³)	0,07		0,03		0,003	-
Groupe 4 (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn) (en mg/Nm ³)	1,5		0,5		0,1	-
PCDD&F ((Dioxines en ng/Nm ³ sec I-TEQ OMS)	0,1	89 (0,1 ng I-TEQ/Nm ³)	(2)	89 (0,1 ng I-TEQ/Nm ³)	-	-

(1) à compter du 8 mars 2016

(2) aucune émission de PCDD/F par le circuit secondaire

II. Valeurs limites en flux

A. Les rejets faisant l'objet de la présente section respectent les valeurs limites suivantes en flux. Pour les poussières et les métaux, les valeurs intègrent les formes particulières et gazeuses.

Flux	Circuit primaire			Circuit secondaire		
	kg/h	kg/j	kg/an	kg/h	kg/j	kg/an
Poussières	1,1	20	2 800	6	110	12 560
SO ₂	4,4	80	21 120	30	570	158 400
NO _x	11	200	52 800	30	570	158 400
CO	22	420	105 600	75	1360	396 000
HCl	0,44	8	2 100	1,5	28	7920
COVNM	1,1	20	5 280	3	60	15 840
Groupe 1 (Cd+Hg+Tl)	0,004	0,07	15	0,0075	0,15	20
Groupe 2 (As+Se+Te)	0,004	0,07	15	0,009	0,17	24
Groupe 3 (Pb)	0,015	0,3	58	0,045	0,80	59
Groupe 4 (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn)	0,33	6	860	0,75	13,4	1 200

[...]

Constats : Dans le cadre de son auto-surveillance pour l'année 2022, l'exploitant a transmis des éléments montrant les dépassements récurrents suivants sur le circuit secondaire :

- pour le mois d'octobre (25 jours de production) : 9 jours de dépassements pour les métaux du groupe 1 (Cd, Hg et Tl), le dépassement le plus important étant de 1,5 fois la VLE le 26 octobre 2022,

- pour le mois de novembre (25 jours de production) :

* 17 jours de dépassements pour les métaux du groupe 1 : les jours des dépassements supérieurs à 2 fois la VLE ont eu lieu les 16, 17, 18, 19, 22, 24, 26 et 30 novembre 2022, avec un dépassement maximum supérieur à 3 fois la VLE relevé le 19 novembre avec 465 g/j pour une VLE à 150 g/j.

* 12 jours de dépassements pour les métaux du groupe 4 (Cr, Sb, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V, Zn) dont 2 jours de dépassements approchant 2 fois la VLE les 19 et 22 novembre 2022 avec des rejets atteignant respectivement 24737 g/j et 22445 g/j pour une VLE à 13400 g/j,

* 12 jours de dépassements pour les métaux totaux avec des maximums relevés les 19 et 22 novembre 2022 de 25913g/j et 23512 g/j pour une VLE à 14520 g/j,

* 9 jours de dépassements des concentrations de poussières (1 dépassement du flux journalier le 19 novembre 2022).

- pour le mois de décembre (9 jours de production) :

* 7 jours de dépassements pour les métaux du groupe 1 dont 3 jours présentant des dépassements supérieurs à 2 fois la VLE, les 9, 10 et 15 décembre 2022. A noter un dépassement maximum supérieur à 3 fois la VLE le 10 décembre 2022 avec 455 g/j pour une VLE à 150 g/j,

* 5 jours de dépassements pour les métaux du groupe 4, le dépassement maximum atteint le 10 décembre avec 24181 g/j pour une VLE à 13400 g/j,

* 4 jours de dépassements pour les métaux totaux, le dépassement maximum atteint le 10 décembre 2022 avec 25330 g/j pour une VLE à 14520 g/j.

Par ailleurs, des dépassements similaires avaient été constatés lors de l'année 2021 et qualifiés en fait susceptible de suites administratives concernant les métaux du groupe 4.

A noter également, que le bilan annuel des émissions montre des dépassements pour les métaux des groupes 1 et 2.

Observations : L'inspection demande à l'exploitant de respecter les valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques prévues à l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/10/2013, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.</p> <p>Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.</p> <p>Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être Conçues, exploitées et entretenues de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents, - à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité. <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.</p> <p>Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt Pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.</p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis, par courriel du 21 décembre 2022, les résultats de son autosurveillance des mois de novembre et décembre 2022 qui montrent des dépassements continus des valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques.</p> <p>L'exploitant a transmis une explication selon laquelle les filtres étaient dégradés et le prestataire devant remplacer les filtres courant novembre n'a pas pu intervenir pour des raisons liées au COVID au sein de son entreprise.</p> <p>L'exploitant a donc, en toute conscience des dépassements de ses rejets, poursuivi sa production courant novembre et en décembre, sans mettre en place d'action corrective visant à respecter les valeurs limites d'émissions atmosphériques, ni à limiter leur impact.</p> <p>Les installations de traitement des effluents gazeux ne sont donc pas conçues, ni exploitées, ni entretenues de façon à permettre le respect des valeurs limites des rejets atmosphériques prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016.</p>
<p>Observations : Les installations de traitement des effluents gazeux ne sont donc pas conçues, ni exploitées, ni entretenues de façon à réduire leur temps d'indisponibilité et ainsi permettre le respect des valeurs limites des rejets atmosphériques prévues par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24/02/2016.</p> <p>Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre les documents justifiant du remplacement des filtres dégradés sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois